

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3382

[C — 2007/29148]

25 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, notamment l'article 47, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 13 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 novembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2007 en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Après délibération de Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques, modifié le 17 juin 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Le service de prestations éducatives ou philanthropiques, ci-après dénommé le service, s'adresse à des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis.

Il a pour missions d'organiser la prise en charge :

1^o de prestations éducatives et d'intérêt général;

2^o de médiations ou de concertations restauratrices en groupe, prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

L'organisation des prestations consiste notamment à rechercher et à mettre en place les moyens de réaliser celles-ci, à nouer les contacts utiles à cet effet et à encadrer le jeune dans ce contexte et pendant la durée de sa prestation.

Outre les missions visées à l'alinéa 2, le service peut également organiser des stages parentaux visés aux articles 29bis et 45bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié le 17 juin 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les prestations éducatives et d'intérêt général, la médiation, la concertation restauratrice en groupe et le stage parental, selon le cas et la situation des personnes prises en charge, le Juge de la Jeunesse, le Tribunal de la Jeunesse ou le Procureur du Roi mandate le service.

L'autorité mandante adresse au service un mandat pour chaque demande d'organisation d'une prestation éducative et d'intérêt général, d'une médiation, d'une concertation restauratrice en groupe et, selon le cas, d'un stage parental.

Pour les prestations éducatives et d'intérêt général, le service ne peut accepter le mandat que si celui-ci précise les motifs, le nombre d'heures et s'il échet, la durée. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

Dans le cadre des prestations éducatives et d'intérêt général, le service adresse un premier rapport à l'autorité mandante au maximum dans les deux mois qui suivent la date du mandat. Un second rapport est transmis à la fin du troisième mois qui suit la date du mandat, puis de quatre en quatre mois jusqu'à la fin de la prestation. Un rapport de synthèse est établi à l'issue de la prestation ou, s'il échet, lorsque l'autorité mandante met fin au mandat.

Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées annuellement. Ce nombre de situations est déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est accordée au service sur la base des normes suivantes :

pour un projet pédagogique visant à prendre en charge :

a) 45 situations (avec un minimum de 36) : 3 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 licencié ou 1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie. Au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié en droit ou en criminologie;

b) 60 situations (avec un minimum de 48) : 4 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 licencié, dont au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié en droit ou en criminologie;

- 1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie;

c) 85 situations (avec un minimum de 64) : 5 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 licencié, dont au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié en droit ou en criminologie;

- 2 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie;

d) 120 situations (avec un minimum de 90) : 6 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 licencié, dont au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié en droit ou en criminologie;

- 3 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie ou au maximum 1 éducateur classe 2 A comptant au moins cinq années d'ancienneté dans une fonction éducative dans un service agréé dans le cadre de l'aide à la jeunesse.

Pour la prise en charge de 67 situations dans le cadre de la mission visée à l'article 2, 2^e alinéa, 2^o, les normes visées à l'alinéa précédent sont majorées de 1,5 fonctions à temps plein (éducateur classe 1).

De plus, lorsque le service prend en charge 35 situations dans le cadre de la mission visée à l'article 2, 4^e alinéa, les normes visées à l'article 4, 1^{er} alinéa, sont majorées de 1,5 fonction à temps plein dont 0,5 licencié en droit ou en criminologie ou en psychologie et 1 éducateur classe 1.

Les taux de prises en charge indiqués à l'article 25, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, font l'objet, au sein des services visés par le présent arrêté, d'un calcul distinct par mission visée à l'article 2, 2^e alinéa, 2^o et 4^e alinéa. »

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 4, est accordée au service sur la base des normes de référence suivantes :

1^o pour un projet pédagogique visant :

a) 45 situations : 15.661,37 euros indexables;

b) 60 situations : 16.800,49 euros indexables;

c) 85 situations : 21.356,20 euros indexables;

d) 120 situations : 29.697,64 euros indexables;

2^o pour les situations relevant de la mission visée à l'article 2, 2^e alinéa, 2^o : 5.892 euros indexables pour 67 situations;

3^o pour les situations relevant de la mission visée à l'article 2, 4^e alinéa : 5.892 euros indexables pour 35 situations. ».

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Concernant l'augmentation de capacité résultant de la mise en œuvre des missions visées à l'article 2, 2^e alinéa, 2^o et 4^e alinéa, les dispositions de l'article 25, § 2 et § 3, de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ne produisent leurs effets qu'après une période de deux ans pour les services agréés à la date du présent arrêté. »

Art. 6. Le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mai 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3382

[C — 2007/29148]

25 MEI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 47, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2004;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, verleend op 13 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 27 november 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 december 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 april 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Na de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, gewijzigd op 17 juni 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De dienst voor opvoedkundige en filantropische prestaties, hierna de dienst genoemd, richt zich tot personen die om een als misdrijf omschreven feit vervolgd worden, dat gepleegd werd voordat zij achttien waren.

Hij heeft tot opdracht te zorgen voor de tenlasteneming van :

1° opvoedkundige prestaties en prestaties van algemeen belang;

2° groepsbemiddelingen of -overleg voor het herstel van de verrichte schade, bedoeld bij de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

De organisatie van de prestaties houdt onder meer in het zoeken en het aanwenden van de middelen om die prestaties uit te voeren, de contacten die daartoe nodig zijn te leggen en de jongere te begeleiden in het kader en gedurende het verloop van zijn prestatie.

Naast de opdrachten bedoeld bij het tweede lid, kan de dienst ook voor ouders stages inrichten zoals bedoeld bij de artikelen 29bis en 45bis van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd op 17 juni 2004, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de opvoedkundige opdrachten en de opdrachten van algemeen belang, de bemiddeling, het herstelgerichte groepsoverleg en de stage voor ouders, naar gelang het geval en de toestand van de ten laste genomen personen, mandateert de Jeugdrechter, de Jeugdrechtbank of de Procureur des Konings de dienst.

De mandaatverlenende overheid richt aan de dienst een mandaat voor iedere aanvraag tot inrichting van een opvoedkundige prestatie en van algemeen belang, van een bemiddeling, van een herstelgericht groepsoverleg en, naargelang het geval, van een stage voor ouders.

Voor de opvoedkundige prestaties en de prestaties van algemeen belang, kan de dienst het mandaat enkel aanvaarden als deze met redenen omkleed is, als het aantal uren vermeld wordt en desgevallend de duur ervan. Het mandaat kan niet dan op meer één jongere slaan.

In het kader van de opvoedkundige prestaties en de prestaties van algemeen belang, richt de dienst een eerste verslag aan de mandaatverlenende overheid maximum binnen de twee maanden na de datum van het mandaat. Een tweede verslag wordt overgezonden op het einde van de derde maand die volgt op de datum van het mandaat, en daarna om de vier maand tot het einde van de prestatie. Een syntheseverslag wordt opgesteld op het einde van de prestatie of, desgevallend, wanneer de mandaatverlenende overheid een einde aan het mandaat stelt.

Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder aantal door het pedagogische project bedoelde toestanden, het aantal jaarlijks behandelde toestanden. Dit aantal wordt bepaald door het aantal mandaten toevertrouwd aan de dienst. Het begin van de tenlasteneming komt overeen met de datum van het mandaat. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen :

Voor een opvoedingsproject met het oog op :

a) 45 situaties (met een minimum van 36) : 3 voltijdse ambten, waaronder :

- 1 directeur;

- 1 opsteller;

- 1 licentiaat of 1 opvoeder klasse 1 of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie. Ten minste een halfzijdse betrekking moet toegewezen worden aan een licentiaat in de rechten of criminologie.

- b) 60 situaties (met een minimum van 48) : 4 voltijdse ambten, waaronder :
- 1 directeur;
 - 1 opsteller;
 - 1 licentiaat, waaronder minstens een halftijdse betrekking toegewezen aan een licentiaat in de rechten of criminologie.
 - 1 opvoeder klasse 1 of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie;
- c) 85 situaties (met een minimum van 64) : 5 voltijdse ambten, waaronder :
- 1 directeur;
 - 1 opsteller;
 - 1 licentiaat, waaronder minstens een halftijdse betrekking toegewezen aan een licentiaat in de rechten of criminologie.
 - 2 opvoeders klasse 1 of maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie;
- d) 120 situaties (met een minimum van 90) : 6 voltijdse ambten, waaronder :
- 1 directeur;
 - 1 opsteller;
 - 1 licentiaat, waaronder minstens een halftijdse betrekking toegewezen aan een licentiaat in de rechten of criminologie.
 - 3 opvoeders 1e klasse of maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie of ten hoogste 1 opvoeder klasse 2 A die ten minste vijf jaar anciënniteit telt in een opvoedingsbetrekking in een dienst erkend in het kader van de hulpverlening aan de jeugd.

Voor de tenlasteneming van 67 toestanden in het kader van de opdracht bedoeld bij artikel 2, tweede lid, 2°, worden de normen bepaald bij het vorige lid vermeerderd met 1,5 voltijds ambt (opvoeder klasse 1).

Bovendien, wanneer de dienst 35 toestanden ten laste neemt in het kader van de opdracht bedoeld bij artikel 2, vierde lid, worden de normen bepaald bij artikel 4, eerste lid, vermeerderd met 1,5 voltijds ambt waaronder 0,5 voor de licentiaat in de rechten of criminologie of psychologie en 1 opvoeder klasse 1.

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het bij artikel 4 bedoelde besluit wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende verwijzingsnormen :

1° voor een opvoedingsproject met het oog op :

a) 45 situaties : 15.661,37 euro, indexeerbaar

b) 60 situaties : 16.800,49 euro, indexeerbaar

c) 85 situaties : 21.356,20 euro, indexeerbaar

d) 120 situaties : 29.697,64 euro, indexeerbaar;

2° voor de toestanden die onder de opdracht bedoeld bij artikel 2, tweede lid, 2° ressorteren : 5.892 euro, indexeerbaar, voor 67 toestanden;

3° voor de toestanden die onder de opdracht bedoeld bij artikel 2, vierde lid ressorteren : 5.892 euro, indexeerbaar, voor 35 toestanden. »

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wat betreft de vermogensverhoging die voortvloeit uit het volbrengen van de opdrachten bedoeld bij artikel 2, tweede lid en vierde lid, hebben de bepalingen van artikel 25, § 2 en § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, enkel uitwerking na een periode van twee jaar voor de diensten die erkend waren op de datum van dit besluit. »

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3383

[C — 2007/29160]

15 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, notamment l'article 4, § 1^{er};

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études, donné le 28 mars 2007;

Vu la concertation du 28 mars 2007 avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;